



Soutien aux femmes chefs d'entreprise dans  
la transformation numérique de l'Afrique

# Table des matières

---

<b>Résumé exécutif</b>	<b>2</b>
<b>Introduction</b>	<b>3</b>
<b>MPME dirigées par des femmes</b>	<b>5</b>
<b>Startups technologiques dirigées par des femmes</b>	<b>11</b>
<b>Conclusion</b>	<b>21</b>

# Résumé exécutif

La transformation numérique en Afrique promet d'importants avantages sociaux et économiques pour la région. Cet article examine les opportunités pour les gouvernements et les donateurs internationaux de soutenir un segment de femmes prêtes à catalyser la croissance de l'économie numérique en Afrique – Femmes chefs d'entreprise africaines.

Pour maximiser efficacement le potentiel des femmes chefs d'entreprise en Afrique, les gouvernements et les organisations internationales de développement doivent équilibrer leur soutien entre ces deux segments distincts de femmes chefs d'entreprise : combler l'écart entre les sexes dans l'adoption du numérique par les Micro, Petites et Moyennes Entreprises dirigées par des femmes (MPME) et donner aux femmes créatrices de technologies les moyens de lancer et d'étendre des solutions numériques innovantes.

S'appuyant sur le travail de Deloitte dans la région et sur un examen approfondi de l'état actuel de la recherche sur ces sujets, cet article résume les obstacles persistants auxquels sont confrontés ces groupes et les interventions conçues - et dans certains cas, éprouvées - pour y remédier.



## Résumé des défis et des recommandations

Adoption du numérique par les MPME		Start-up et croissance pour les femmes créatrices de technologies	
Barrière	Recommandation	Barrière	Recommandation
 Financement pour accéder aux outils numériques	Subventionner le matériel de connectivité de base, tel que les téléphones mobiles, dans le cadre des formations numériques	 Financement « Hard Capital » – Pour la croissance	Soutenir une plus grande représentation féminine dans les réseaux d'investisseurs
	Travailler avec les prêteurs financiers pour mieux servir les femmes propriétaires d'entreprise		Concevoir et lancer des instruments de financement innovants pour les femmes créatrices de technologies
	Créer et développer davantage de fonds d'investissement à impact centrés sur les femmes		Aider les femmes créatrices à développer des solutions technologiques dans des secteurs à forte valeur ajoutée et dominés par les hommes
 Compétences pour l'adoption du numérique	Proposer des formations digitales adaptées aux besoins des MPME	 "Soft Capital" Réseaux Sociaux, Mentors & Talents	Favoriser la responsabilisation en fixant des objectifs pour la participation des femmes
	Combinez les compétences numériques avec des sujets de stratégie commerciale et de gestion dans les formations MPME		Développer des mécanismes de coordination pour aider les fondateurs de technologies à accéder aux ressources de l'écosystème des startups
	Investissez pour rendre les formations numériques MPME accessibles et sûres pour les participants		Augmenter le financement des événements de réseautage, des conférences et des plateformes pour les femmes créatrices
 Connectivité numérique et exposition	Associez l'adoption du numérique à des résultats commerciaux clairs pour les MPME	 Règlement habilitant	Donner la priorité à des initiatives visant à intégrer davantage de femmes dans les discussions et à les positionner dans des rôles de prise de décision
	Engager les communautés et les familles des MPME pour accroître l'acceptation des outils numériques		Recueillir des données ventilées par sexe dans les lois et programmes sur les startups
	Engager des groupes de pairs pour promouvoir l'adoption du numérique parmi les MPME		Réduire les obstacles à l'accès aux contrats gouvernementaux pour les entreprises dirigées par des femmes

# Introduction

Les gouvernements africains, les communautés d'affaires et les partenaires donateurs s'engagent plus que jamais à utiliser la connectivité numérique et les technologies émergentes pour progresser, voire faire un bond en avant vers les objectifs de développement, combler les lacunes du marché et faciliter une croissance économique inclusive et durable.

La stratégie visionnaire **de transformation numérique 2020-2030 de l'Union africaine pour l'Afrique** comprend des plans visant à créer un marché unique numérique, à étendre l'accès universel à la connectivité de base, à améliorer l'environnement favorable et à numériser les secteurs de l'agriculture, de la santé et de l'éducation. Depuis 2018, le **programme Digital Economy 4 Africa du Groupe de la Banque mondiale Initiative (DE4A)** a investi 10 milliards de dollars dans 100 projets à travers le continent. En 2022, le gouvernement américain a annoncé son soutien via l'**initiative Digital Transformation with Africa (DTA)**, à travers laquelle plusieurs agences américaines s'associent à des entreprises africaines et américaines pour soutenir l'expansion des infrastructures et de l'économie numérique, les investissements dans la main-d'œuvre et pour renforcer l'environnement numérique favorable. En 2023, le gouvernement américain a mobilisé 82 millions de dollars de fonds pour de nouvelles infrastructures, projets et programmes dans le cadre de l'initiative DTA.

Pourtant, selon la Banque mondiale, seulement 36 % environ des Africains subsahariens ont accès à l'Internet haut débit et, pour ceux qui y ont accès, les forfaits de données de base peuvent coûter jusqu'à trois fois plus cher sur le continent que dans les régions où le numérique est plus avancé. Infrastructure. Le continent est également confronté à un fossé numérique persistant entre les sexes. En Afrique subsaharienne, l'utilisation de l'Internet mobile – le principal point d'accès des utilisateurs d'Internet – présente un écart entre les sexes de 37 %, reflétant le fait que plus de 190 millions de femmes n'utilisent pas les services Internet mobiles.<sup>1</sup>Cet écart numérique entre les sexes s'étend à l'économie numérique en pleine croissance en Afrique, où les entreprises détenues ou dirigées par des femmes sont souvent en retard dans l'adoption et l'utilisation de ces technologies.<sup>2</sup>

Compte tenu de la fracture numérique entre les sexes en Afrique, les initiatives stratégiques ont pour objectif d'inclure les femmes et de traiter les causes profondes des écarts en matière d'accès, d'alphabétisation et d'utilisation, notamment en investissant dans l'éducation STIM et la formation aux Technologies de l'information et de la communication (TIC) pour les femmes et les filles.

Cependant, pour que les gouvernements africains et les donateurs internationaux atteignent leurs ambitieux objectifs de transformation numérique pour la région, les femmes doivent être impliquées non seulement en tant que bénéficiaires passives des programmes et des politiques, mais aussi en tant qu'ensemble de champions actifs et émergents catalysant la transformation numérique.



Inspiré des travaux de Deloitte, ainsi que d'entretiens avec des femmes chefs d'entreprise, des donateurs et d'autres parties prenantes, cet article examine les possibilités pour les gouvernements et les organisations internationales de développement pour soutenir un volet de femmes particulièrement bien placées pour faire progresser l'économie numérique croissante de l'Afrique - **les femmes chefs d'entreprise**.

Alors que les femmes décisionnaires occupant des postes de direction dans les grandes entreprises ont un rôle clé à jouer, dans ce document, nous nous concentrons sur les femmes propriétaires et créatrices d'entreprises. Une distinction importante qui manque souvent dans les initiatives axées sur les femmes dans les affaires ou l'économie numérique est la différence entre les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) appartenant à des femmes et les femmes entrepreneures technologiques ou créatrices de startups. Chacun de ces groupes – qui sont eux-mêmes divers et peuvent et doivent être davantage segmentés – adopte et utilise les technologies numériques différemment. Les MPME aspirent à fournir un produit ou un service aux clients pour générer des revenus et peuvent utiliser des solutions numériques pour y parvenir (par exemple, via un site Web, en utilisant l'argent mobile ou les médias sociaux), mais beaucoup ne le font pas. <sup>3</sup>D'un autre côté, les créatrices de startups aspirent à mettre sur le marché des solutions innovantes et disruptives et à faire évoluer rapidement ces solutions, la technologie numérique étant souvent au cœur de leur modèle économique (par exemple, fintech, applications mobiles, IA, entreprises basées sur l'IOT).

Les sections suivantes se concentrent d'abord sur les MPME, puis sur les femmes entrepreneurs du secteur technologique, explorant les défis et opportunités parfois croisés, mais distincts, liés à leurs rôles dans la transformation numérique de l'Afrique.

### Croissance des revenus du commerce électronique

# \$15 milliards

La croissance des revenus des plateformes pourrait être atteinte en Afrique d'ici 2030 en réduisant les écarts entre les sexes dans les ventes en ligne<sup>1</sup>

La présence de Deloitte en Afrique s'étend sur 48 bureaux répartis dans 53 pays. Nous avons mis en œuvre des services allant de la formation commerciale pour les femmes entrepreneurs à la politique économique nationale et aux réformes réglementaires. Aujourd'hui, Deloitte est un conseiller stratégique auprès de donateurs majeurs tels que la Banque mondiale, l'USAID, le Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO) du Royaume-Uni et la Mastercard Foundation, et est un partenaire de mise en œuvre de confiance pour des programmes comprenant sept projets financés par l'USAID couvrant 25 + pays d'Afrique subsaharienne dans les domaines de la santé, des infrastructures, de la croissance économique et de la gouvernance. Dans le domaine numérique, Deloitte travaille à travers tout le continent pour développer les infrastructures de connectivité comme base de la croissance économique ; soutenir l'inclusion numérique, l'alphabetisation et un environnement propice à une économie numérique ; et faire progresser les services numériques gouvernementaux et la cybersécurité.



# MPME dirigées par des femmes

En Afrique, comme dans la plupart des régions, les MPME sont des moteurs de croissance économique.

Les 44 millions de MPME estimées en Afrique subsaharienne génèrent environ 80 % des nouveaux emplois dans la région, <sup>5</sup> presque tous classés comme micro-entreprises.<sup>6</sup>

Il est prouvé que les MPME peuvent libérer un potentiel encore plus grand en adoptant des outils et des technologies numériques pour permettre à leurs entreprises de s'intégrer dans l'économie numérique. Les MPME peuvent utiliser des outils numériques pour accéder à de nouveaux marchés au-delà de leur zone géographique immédiate, introduire des gains d'efficacité dans les processus opérationnels commerciaux et établir l'historique des transactions nécessaire pour établir leur solvabilité et accéder aux prêts des institutions financières.<sup>7</sup> Les solutions numériques présentent des avantages supplémentaires pour les entreprises informelles, en les aidant à accroître leur visibilité auprès des gouvernements et des donateurs et à accéder à un soutien.<sup>8</sup> Pourtant, les MPME sont moins susceptibles d'accéder et d'intégrer des éléments numériques dans leurs modèles commerciaux.<sup>9</sup> <sup>10</sup> Il y a plusieurs raisons interconnectées à cela : le manque de connectivité et d'exposition, les fonds limités pour accéder aux outils numériques et un manque de compétences qui entrave l'adoption.



## Micro, petite et moyenne entreprise appartenant à des femmes (MPME)

– une entreprise détenue à  $\geq 51\%$  par une femme ou  $\geq 20\%$  détenue par une ou plusieurs femmes ET (i) a  $\geq 1$  femme en tant que PDG/COO/Présidente/ Vice-président ET (ii) a un conseil d'administration composé d'au moins 30 % de femmes, lorsqu'il existe un conseil d'administration<sup>4</sup>

## Définitions des MPME de la Société Financière Internationale (IFC)<sup>11</sup>

Indicateur	Employés	Actif total (\$ US)	Ventes annuelles (\$ US)
Micro-entreprise	< 10	<100 000 \$	<100 000 \$
Petite entreprise	10-49	100 000 \$ à 3 000 000 \$	100 000 \$ à 3 000 000 \$
Moyenne entreprise	50-300	3 000 000 \$ – 15 000 000 \$	3 000 000 \$ – 15 000 000 \$

**Groupe L'Arbre De Vie**, fabricant de produits de beauté et alimentaires innovants, a cherché à s'étendre aux marchés en dehors de sa base au Sénégal. Pourtant, les processus de MPME étaient presque entièrement manuels, avec des factures manuscrites, des feuilles de calcul Excel et une présence limitée sur les réseaux sociaux. Grâce au programme PAREEL de la Banque mondiale, mis en œuvre par Deloitte Sénégal, la fondatrice du Groupe L'Arbre De Vie, **Laure Barry**, a eu accès à un mentorat général, à une formation et à un coaching personnalisé, notamment sur l'adoption du numérique. Cette programmation ciblée a permis au Groupe L'Arbre De Vie d'adopter des fonctions de back-office numérique (par exemple, comptabilité et RH), d'approfondir son utilisation des médias sociaux pour le marketing numérique et de s'initier aux logiciels de gestion du cycle de vie des produits (GCP). « La numérisation de la comptabilité et de la facturation a permis un niveau de traçabilité et a généré des données permettant une meilleure prise de décision », a déclaré Barry, qui a pu accéder à des investissements et faire passer son entreprise de deux à huit employés en deux ans.

## Création d'emploi

# 44 millions

Les MPME en Afrique subsaharienne génèrent environ **80 % des nouveaux emplois**.

## Connectivité numérique et exposition

Deux conditions préalables de base pour que les MPME adoptent des outils numériques et s'intègrent dans l'économie numérique sont : 1) un accès de base à Internet et au matériel et 2) la connaissance des solutions numériques et de la manière dont elles peuvent bénéficier à leurs entreprises. Étant donné que les femmes africaines sont 28 % moins susceptibles que les hommes de posséder un smartphone, principal point d'accès à Internet sur le continent, la plupart des femmes chefs d'entreprise sont déjà désavantagées.<sup>12</sup> Au niveau des micro-entreprises, où les propriétaires utilisent largement leurs propres appareils mobiles personnels pour mener leurs activités, cette lacune constitue une contrainte majeure à l'utilisation des outils numériques.

L'exposition, qui a des liens évidents avec la connectivité, est également essentielle. Au Nigéria, les femmes micro entrepreneurs étaient moins conscientes que les hommes de l'utilisation des téléphones portables pour améliorer leurs activités, en particulier pour contracter des prêts et des crédits, épargner ou stocker de l'argent sur un compte mobile, émettre des factures et stocker des informations et des fichiers.<sup>13</sup> Conformément au modèle d'acceptation technologique (TAM) de la science du comportement, les MPME ayant une exposition limitée aux technologies numériques sont moins susceptibles de percevoir leur utilité et leur facilité d'utilisation, ce qui réduit leur intention d'adopter et d'utiliser réellement les technologies.<sup>14</sup> Ces obstacles sont plus graves pour les femmes des zones rurales, mais peuvent également exister pour les femmes chefs d'entreprise dans les villes.<sup>15</sup> L'éducation est également liée à l'accès et à la diffusion. Les femmes qui ont terminé au moins leurs études secondaires sont beaucoup plus susceptibles d'avoir accès à Internet que celles qui n'en ont pas, et il n'y a pas d'écart entre les sexes en matière d'accès à Internet pour les Africains ayant fait des études universitaires.<sup>16</sup>

## Recommandations

- **Associez l'adoption du numérique à des résultats commerciaux clairs pour les MPME.** L'adoption du numérique ne doit pas être encouragée dans le seul but d'être numérique, mais toujours liée aux opportunités de croissance de l'entreprise. Une étude sur les MPME au Nigéria a montré que « l'utilité perçue » était le facteur clé pour décider d'adopter et d'utiliser le commerce électronique.<sup>17</sup> Les programmes de formation aux TIC axés sur les MPME devraient délibérément démontrer la valeur et la facilité d'utilisation des technologies numériques. Par exemple, les programmes pourraient donner la priorité à la démonstration de l'impact de la finance numérique sur l'augmentation et la sécurisation des bénéfices nets – principales préoccupations des MPME<sup>18</sup> – comme point d'entrée vers l'adoption du numérique.
- **Engager les communautés et les familles des MPME pour accroître l'acceptation de l'accès numérique.** Pour surmonter les normes sociales restrictives qui peuvent empêcher les MPME d'accéder facilement à la technologie numérique, les programmes de sensibilisation devraient impliquer les dirigeants communautaires et les familles en mettant l'accent sur les gains monétaires potentiels des ménages et les utilisations socialement acceptables. Le profilage des femmes chefs d'entreprise africaines<sup>19</sup> issues de communautés ou de cultures similaires, qui ont utilisé avec succès les technologies numériques pour générer de nouveaux revenus tout en restant près de chez elles, par exemple, pourrait accroître l'acceptation par les gardiens masculins de l'adoption des MPME.<sup>20</sup>

« En 2024, les entreprises ne peuvent pas fonctionner sans être numériques. La technologie est un outil permettant de faire évoluer votre entreprise. »

*Evelyne Dioh*, associée directrice,  
WIC CAPITAL

## Les femmes en Afrique

**28%** Moins susceptibles que les hommes de posséder un smartphone.



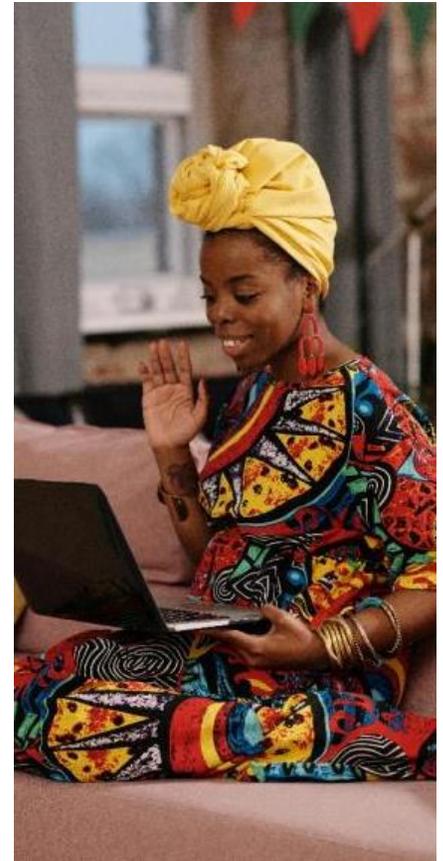
- **Tirez parti des groupes de pairs pour promouvoir l'adoption du numérique.** Les programmes conçus pour promouvoir l'adoption du numérique parmi les MPME devraient s'appuyer sur des groupes de pairs existants, tels que les coopératives de femmes, ou créer de nouveaux forums permettant aux MPME africaines numérisées de partager leurs expériences en matière d'intégration d'outils numériques dans leurs modèles commerciaux. La présentation d'études de cas provenant de canaux fiables pourrait réduire les inquiétudes que les MPME non numérisées peuvent avoir quant à l'utilité des outils numériques.<sup>21</sup> Par exemple, une étude menée au Malawi sur les paiements numériques a montré que 42 % des personnes interrogées avaient entendu parler d'une offre de paiement numérique par l'intermédiaire d'amis.<sup>22</sup>

Au Ghana, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) a adopté une approche proactive en utilisant les outils numériques pour autonomiser les femmes. Nous avons discuté avec **Pearl Coleman Ackah**, qui, en tant que chef d'équipe du secteur privé du Bureau de la croissance économique de l'USAID, se concentre sur l'intersection du genre, de l'agro-industrie et du numérique à l'USAID/Ghana. Elle a partagé que « les outils numériques ont été très importants et efficaces dans les efforts de l'USAID pour réduire la fracture entre les sexes dans nos programmes. Plus précisément, ici au Ghana, l'accès au téléphone portable et la communication par SMS sur les changements météorologiques fournissent des informations importantes et essentielles aux agricultrices.

### Financement pour accéder aux outils numériques

L'intégration de solutions numériques dans les opérations commerciales nécessite des investissements que de nombreuses MPME ne peuvent pas se permettre.<sup>23</sup> Par exemple, des capitaux supplémentaires peuvent être nécessaires pour acheter du matériel et des logiciels numériques, comme un smartphone, un abonnement à des services de marketing ou l'accès à une plateforme en ligne, et de maintenir de nouveaux coûts opérationnels, comme un nouveau forfait mobiles, ou des frais de connexion plus élevés.<sup>24</sup><sup>25</sup> Une étude de la Global System for Mobile Communications Association (GSMA) a révélé que l'accessibilité était le défi le plus cité en matière de possession de technologie mobile en Afrique.<sup>26</sup> Dans les pays à faible revenu, le smartphone le moins cher disponible peut nécessiter jusqu'à 70 % du revenu mensuel d'un ménage.<sup>27</sup> Les outils numériques plus coûteux, comme les ordinateurs ou les tablettes numériques, sont encore plus hors de portée. Seulement 2 % des micro-entreprises appartenant à des femmes et 8 % des micro-entreprises appartenant à des hommes les utilisent à des fins commerciales.<sup>28</sup> En Afrique, les coûts élevés d'Internet et l'introduction de lois fiscales sur les médias sociaux entraînent une augmentation des coûts opérationnels pour les MPME, en particulier dans le secteur informel.<sup>29</sup> L'acquisition de compétences numériques nouvelles ou plus avancées et le recrutement de personnel compétent dans le domaine numérique constituent d'autres coûts supplémentaires associés à l'adoption du numérique.<sup>30</sup>

Ces coûts peuvent désavantager considérablement les MPME, qui sont déjà confrontées à des obstacles considérables pour accéder au financement. Par exemple, les MPME sont moins susceptibles de disposer des garanties ou des antécédents de crédit nécessaires pour accéder à des prêts commerciaux qui pourraient être consacrés à des investissements dans la technologie et l'innovation. L'effet de ces inégalités systémiques est un déficit de financement important et persistant, l'Afrique subsaharienne étant le deuxième plus élevé de toutes les régions (17 pour cent, soit 42 milliards de dollars). »<sup>31</sup><sup>32</sup>



### Coûts des smartphones

**70%** du revenu mensuel d'un ménage dans les pays à faible revenu.

## Recommandations

- **Subventionnez le matériel de connectivité de base avec des formations.** Alors que de nombreux programmes financés par le gouvernement et les donateurs ont abandonné la distribution de matériel informatique, les programmes de formation qui fournissent aux femmes chefs d'entreprise un smartphone ou un ordinateur portable en prêt, dans le cadre d'un plan de location-achat ou gratuitement peuvent aider à atténuer les obstacles financiers initiaux à l'adoption du numérique. En Zambie, un programme financé par la Banque mondiale a montré une utilisation accrue et persistante de l'argent mobile par les femmes qui recevaient des téléphones portables gratuits.<sup>33</sup>
- **Travaillez avec les prêteurs financiers pour mieux servir les femmes propriétaires d'entreprise.** Alors que près de la moitié des pays africains ont des politiques soutenant le renforcement des capacités des MPME, seulement 14 % forment les institutions financières,<sup>34</sup> ce qui laisse la possibilité aux donateurs et aux gouvernements de travailler plus étroitement avec les prêteurs pour plaider en faveur de l'investissement dans les femmes et concevoir des produits financiers numériques avec W- Les MPME à l'esprit. De nouvelles données montrent que des produits financiers sur mesure, tels que les prêts basés sur les actifs et les flux de trésorerie, peuvent conduire directement à un meilleur accès au financement pour les emprunteuses.<sup>35</sup>
- **Créer et développer davantage de fonds d'investissement axés sur les femmes.** Bien que des recherches supplémentaires soient nécessaires dans ce domaine, davantage de fonds ciblant les MPME pourraient créer un meilleur accès non seulement au capital financier, mais aussi à l'expertise technique nécessaire pour sélectionner, acquérir et intégrer les bonnes solutions numériques dans un modèle commercial.<sup>36</sup>

Le Women's Investment Club (WIC), fondé au Sénégal en 2016, mobilise les investissements des femmes exclusivement pour les MPME, comme le Groupe L'Arbre de Vie, à travers le véhicule d'investissement WIC Capital lancé en 2019. A travers la WIC Académie, le groupe propose également une assistance technique préinvestissement et un soutien post-investissement aux sociétés dans lesquelles WIC Capital a investi. WIC vise à relever les défis importants auxquels sont confrontées les femmes entrepreneurs au Sénégal, où seulement 3,5 % d'entre elles ont accès au crédit auprès des institutions financières et où 99 % des entreprises appartenant à des femmes restent petites, malgré leur fort potentiel. La transformation numérique est l'un des domaines dans lesquels elle prévoit de fournir un soutien supplémentaire aux MPME, en particulier pour augmenter la croissance des revenus.

## Compétences pour l'adoption du numérique

Avoir accès aux outils numériques ne suffit pas.<sup>37</sup> L'adoption du numérique nécessite un niveau fondamental de culture et de compétences numériques ainsi que des compétences en affaires et en gestion. Cela nécessite également un certain niveau de tolérance au risque, de curiosité et d'aisance pour expérimenter quelque chose de nouveau, ainsi qu'une capacité à analyser et à intégrer des données dans la prise de décision commerciale, ce qui peut être difficile dans un environnement opérationnel à faible technologie et aux ressources limitées. Même pour la minorité de femmes chefs d'entreprise ayant l'expérience, l'accès et les connaissances nécessaires pour utiliser la technologie dans leur vie personnelle, adopter davantage d'outils numériques pour permettre l'optimisation ou la croissance de leur entreprise peut être intimidant et dépasser leurs compétences.

## Formation des institutions financières

14%

des pays africains ont des politiques qui forment les institutions financières aux pratiques de prêt aux MPME.



Les MPME, de par leur nature, comptent moins d'employés que les grandes entreprises. Il incombe donc aux propriétaires et à leurs petites équipes de développer et de mettre à jour leurs compétences en interne pour tirer parti des nouveaux outils et technologies à mesure qu'ils évoluent. Une étude de la Banque mondiale a révélé que seuls 28 % des ménages africains pouvaient se permettre une formation aux compétences numériques de base ; pour des compétences TIC plus avancées telles que l'utilisation du marketing numérique, ces formations deviennent inabordables pour presque tous les ménages.<sup>38</sup> Pour de nombreuses femmes africaines petites entrepreneurs qui assument souvent la plupart des responsabilités domestiques et familiales non rémunérées, gérer une entreprise est déjà un véritable défi sans avoir à consacrer plus de temps à la formation. De plus, les formations axées sur les affaires ne sont souvent pas intentionnellement conçues pour être accessibles aux femmes.

### Recommandations

- **Regrouper les compétences numériques avec des sujets de stratégie commerciale et de gestion dans les formations destinées aux MPME :** concevoir le renforcement des capacités numériques pour les entreprises avec une approche « groupée » plutôt que cloisonnée s'est avérée plus efficace, conduisant à une augmentation des revenus jusqu'à 80 %, selon des études compilées par MasterCard Center for Inclusive Growth.<sup>39</sup> Les formations doivent inclure non seulement du contenu de renforcement des compétences numériques, mais doivent également couvrir la stratégie commerciale, le marketing, les compétences interpersonnelles et les approches centrées sur le client comme le design thinking. Les compétences en matière de cybersécurité et de sécurité sur Internet deviendront également de plus en plus importantes à mesure que les solutions fintech continuent de se développer et que les MPME deviennent la cible de cyberattaques, de harcèlement et de fuites de confidentialité.
- **Proposer des formations numériques accessibles et adaptées aux besoins des MPME :** tous les programmes ciblant les MPME doivent prendre en compte l'accessibilité et les aménagements, y compris la garde d'enfants, la couverture des transports, les repas et les horaires flexibles. Une étude de la Banque mondiale au Nigeria a montré que les formations destinées aux MPME qui offraient des « services complets » comme la garde d'enfants et le transport avaient un impact plus élevé sur les performances que les interventions autonomes.<sup>40</sup>
- **Proposer des formations numériques adaptées aux besoins des MPME :** les programmes spécifiquement destinés aux participantes peuvent être plus adaptés en termes de contenu, de lieu et de modèle de prestation pour s'aligner sur les secteurs et les zones géographiques spécifiques où les MPME sont plus présentes. Se concentrer sur les MPME pourrait permettre une segmentation et une personnalisation plus poussées. Par exemple, les formations peuvent être adaptées aux MPME qui n'ont pas adopté d'outils numériques fondamentaux ou à celles qui possèdent et souhaitent acquérir des compétences pour intégrer de nouveaux logiciels. Une étude mondiale sur l'impact des formations commerciales pour les femmes a révélé que les programmes les plus axés sur le genre avaient un impact sur les bénéfices de près de 20 points de pourcentage supérieur à celui de la formation moyenne, les impacts étant les plus aigus en Afrique subsaharienne.<sup>41</sup>

### Formations inclusives aux compétences numériques

# 80%

Une augmentation des revenus a été signalée par les chefs d'entreprise qui ont reçu des formations professionnelles « groupées », ciblant plusieurs facettes du développement commercial au lieu d'une seule compétence.



*DigiFemmes*, en Côte d'Ivoire, aide les MPME à se développer grâce à la transformation numérique. Le programme de 4 millions de dollars est financé par l'USAID et le Millennium Challenge Corporation (MCC) en partenariat avec Microsoft et le gouvernement de Côte d'Ivoire. Le programme DigiFemmes propose plusieurs programmes de formation en entrepreneuriat et en compétences numériques pour différents segments de MPME et de femmes entrepreneures en fonction de la taille, de la maturité de l'entreprise, de l'emplacement et du niveau d'intégration numérique. Pour les programmes nécessitant beaucoup de temps, DigiFemmes explore actuellement des opportunités de partenariat pour favoriser davantage l'inclusion en fournissant des services de garde d'enfants comme moyen pour les participants de se tenir au courant des exigences du programme. Selon **Hawa Sy Berete**, coordinatrice nationale du MCC pour DigiFemmes, cette initiative éliminerait un obstacle structurel clé à l'inclusion. Les participantes au programme DigiFemmes Academy, d'une durée de deux ans, ont accès à un espace de travail doté d'une connexion Internet haut débit et d'un ordinateur portable, éliminant ainsi les obstacles supplémentaires pour les femmes éligibles à participer. Jusqu'à présent, DigiFemmes a fourni à plus de 3 500 femmes chefs d'entreprise des données et des compétences numériques axées sur les affaires. Berete a décrit les facteurs de succès du programme comme une « approche écosystémique » visant à créer un environnement favorable permettant aux participants de s'épanouir et a partagé que « l'objectif est de rassembler autant de partenaires que possibles pour la durabilité et l'impact ». <sup>42</sup>

Le MCC et l'USAID ont conçu le programme pour qu'il soit modulaire, reproductible et évolutif et étudient la possibilité de reproduire certaines composantes du programme en Tanzanie en alignement avec et avec le soutien de l'Initiative de transformation numérique avec l'Afrique (DTA). DigiFemmes est un modèle prometteur qui peut être adapté dans d'autres contextes avec des ressources dédiées à la transformation numérique de l'Afrique

# Startups dirigées par des femmes

Si les propriétaires de MPME ont un rôle essentiel à jouer dans la génération de l'activité économique, les fondateurs de startups se caractérisent de manière unique par leur volonté – ou *leur empressement* – de bouleverser les modèles commerciaux traditionnels avec des produits et des solutions innovants. Sans surprise, la technologie numérique est au cœur de bon nombre de ces entreprises agiles et au rythme rapide. Les créatrices ont contribué à une vague croissante d'innovation et de numérisation alimentée par les startups à travers l'Afrique.

Pourtant, les femmes sont moins susceptibles de faire partie de cette communauté dynamique de startups technologiques. Même si une entreprise sur quatre en Afrique est créée ou dirigée par une femme, les femmes africaines sont moins susceptibles de lancer et de développer des startups. Selon une étude réalisée par Startup Genome en 2023, « seulement 14 % environ des startups technologiques africaines ont des créatrices féminines ». <sup>43</sup> Un autre rapport révèle que sur 711 startups technologiques africaines ayant reçu un financement entre 2022 et 2023, seules 149 (21 %) avaient une cofondatrice et seulement 83 (11,7 %) avaient une femme PDG. <sup>44</sup>

L'effet est doublement préjudiciable : la transformation numérique de l'Afrique est retardée, car moins de solutions sont développées localement sans la pleine participation des femmes innovatrices *et*, avec moins de femmes impliquées dans l'économie numérique, les solutions numériques sont moins susceptibles d'être conçues pour répondre *aux* besoins uniques des femmes créatrices du secteur technologique qui peuvent contribuer à la création d'emplois, à l'innovation, à la diversification des secteurs économiques et à l'augmentation de la productivité, autant d'éléments qui stimulent la croissance économique à long terme.

Mais pour lancer et développer une entreprise, un entrepreneur doit avoir accès au capital, aux talents et aux marchés. Cela doit être soutenu par un environnement favorable qui favorise l'entrepreneuriat par le biais du financement, du mentorat, des réseaux sociaux et d'une réglementation gouvernementale favorable. Les femmes entrepreneurs numériques en Afrique sont confrontées à une multitude de défis par



## Leaders féminins

**11%** de la tech africaine des startups qui ont reçu un financement de 2022 à 2023 ont une femme PDG.

rapport à leurs homologues masculins, notamment en ce qui concerne l'accès au capital, la mise en relation avec des mentors d'affaires, la navigation entre les barrières culturelles et le dépassement des normes sociales autour de la prise de risque et de l'entrepreneuriat. À l'image des tendances mondiales, l'écart entre les sexes dans de nombreux pays africains augmente à chaque étape du cycle de vie entrepreneurial, la baisse la plus significative de la participation des femmes adultes se produisant dans les premières phases d'une startup.<sup>45</sup>

Après une longue carrière dans le conseil, **Ifeoma Uddoh** a fondé **Shelessly**, la première entreprise de technologie financière créée par des femmes pour des femmes en Afrique, en mettant l'accent sur les produits et services financiers sur mesure pour les W-PME et les entrepreneurs. Basée au Nigéria, Uddoh a été sélectionnée pour participer à la prestigieuse **Halcyon Fellowship**, basée à Washington DC, où elle a travaillé avec les consultants de **Deloitte** pour accélérer la trajectoire de croissance de son entreprise. **RoboCare**, une startup d'agriculture de précision basée sur l'IA basée en Tunisie, est cofondée et dirigée par le PDG **Dr. Imen Hbiri**, arrivée à l'entrepreneuriat après une décennie d'expérience en ingénierie industrielle. S'appuyant sur son expérience avec **RoboCare**, le Dr Hbiri a créé des programmes de mentorat pour les petites entreprises qui tentent de se transformer numériquement.



« Le développement d'écosystèmes technologiques dynamiques en Afrique place le continent sur la voie de la souveraineté numérique : construire la technologie et fixer les règles qui façonneront notre avenir mondial. »

**Supercharger les startups africaines : le chemin du continent vers l'excellence technologique**, Fondation Tony Blair, février 2022

### « Hard Capital » – Financement de la croissance

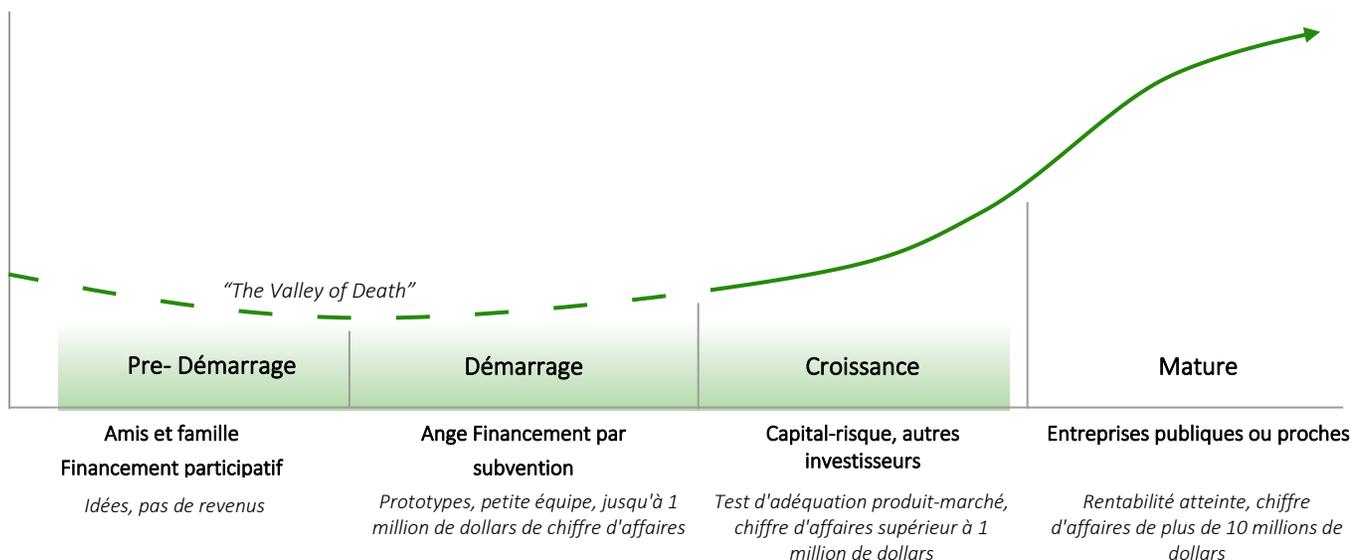
Sans aucun doute, toutes les startups dépendent de l'accès au capital. Qu'il s'agisse de développer un produit minimalement viable, de tester l'adéquation produit-marché ou de développer une équipe, l'accès au capital est fondamental pour la survie. Il n'est donc pas surprenant que l'essor des startups technologiques en Afrique ait été financé par des milliards de dollars et à un rythme record au cours des près de dix ans. Malgré une pandémie mondiale, l'instabilité géopolitique et les ralentissements macroéconomiques au cours de cette période, le flux de transactions de capital-risque (VC) en Afrique a augmenté à un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 31 % entre 2014 et 2022 – passant de 69 transactions en 2014 à 786 en 2014. 2020.<sup>46</sup>Le continent a connu une croissance à trois chiffres des transactions de capital-risque en volume et en valeur. En 2022, 6,5 milliards de dollars ont été levés grâce à 853 transactions en Afrique.

Pourtant, malgré cette croissance exponentielle, les statistiques décrivant les investissements dans les créatrices africaines sont déchirantes. L'Association africaine du capital privé (AVCA) a indiqué que seulement 7 % des transactions conclues en 2022 concernaient des entreprises fondées par des femmes ; 13 % sont allés à des entreprises dirigées par des femmes (entreprises avec une femme PDG).<sup>47</sup>Une étude de la Banque mondiale et de Briter Bridges a révélé qu'entre 2013 et 2021, « pour chaque dollar américain versé aux équipes créatrices entièrement féminines, les équipes entièrement masculines recevaient 25 dollars américains ». <sup>48</sup>Alors que presque tous les entrepreneurs sont confrontés à des difficultés pour accéder au capital à un moment donné, les créatrices africaines sont confrontées à des obstacles considérables tout au long du cycle de vie d'une startup.

À mesure qu'une startup mûrit au cours de son cycle de vie, les fondateurs recherchent des investissements en capital auprès de sources alternatives.

Les étapes initiales sont les plus vulnérables pour la plupart des entrepreneurs qui doivent survivre à ce que l'on appelle souvent la « vallée de la mort », reflétant le manque de financement de pré-amorçage et d'amorçage suffisant pour les aider à se relever.

### Cycle de vie de l'investissement en capital d'une Startup



Au stade du prédémarrage, on dit que les fondateurs d'entreprises technologiques s'appuient sur « leur famille, leurs amis et les audacieux » pour transformer leurs nouvelles idées en modèles commerciaux. Ces voies informelles d'accès au financement peuvent toutefois désavantager les femmes entrepreneurs. Les femmes entrepreneurs en Afrique sont susceptibles d'avoir des réseaux plus petits et moins diversifiés « ce qui réduit leur potentiel de création et de développement par rapport aux hommes ». <sup>49</sup>Les entrepreneurs comptent aussi souvent sur leur financement personnel pour soutenir leur entreprise. Pourtant, l'épargne personnelle est limitée en Afrique et les femmes sont nettement moins susceptibles de posséder des actifs de grande valeur, ce qui réduit leur capacité à autofinancer leur entrée dans l'économie numérique. <sup>50</sup>Une étude récente sur la propriété foncière – qui constitue souvent le plus grand actif privé d'un entrepreneur – a montré que 30 % des femmes possèdent des terres en Afrique subsaharienne, contre 70 % des hommes. <sup>51</sup>

Au stade de l'amorçage, les investisseurs providentiels constituent une source cruciale de capitaux extérieurs. Ces investisseurs tolérants au risque parient sur des entreprises prometteuses avec des investissements en actions et proposent souvent un coaching ou un mentorat et un accès à leurs propres réseaux. De la même manière, les sociétés de capital-risque injectent des capitaux dans les startups à fort potentiel dès le stade de l'amorçage. Alors que le nombre d'investisseurs mondiaux et locaux en Afrique a augmenté au rythme du nombre de startups africaines – atteignant plus de 1 000 investisseurs uniques en 2022 – le profil de ces investisseurs désavantage les créatrices africaines de technologies. <sup>52</sup>Parmi les 100 plus grandes sociétés de capital-risque au monde, 92 % des associés sont des hommes. <sup>53</sup>Les préjugés des investisseurs – explicites ou inconscients – peuvent potentiellement bloquer l'investissement des fondateurs sous-représentés, y compris les femmes.

Sans surprise, 69 % des créatrices africaines du secteur technologique interrogées dans une enquête se sont senties « désavantagées ou affectées négativement par le fait d'être une femme lorsqu'elles parlent à un investisseur potentiel ». <sup>54</sup>Il est toutefois important de noter que le déficit de financement n'est pas aussi important à toutes les étapes de

#### Potentiel d'investissement

69%

des créatrices africaines de technologies se sentent désavantagées parce qu'elles sont des femmes lorsqu'elles discutent avec des investisseurs potentiels.

#### Femmes investissant dans les femmes

63%

plus grande probabilité que les femmes VC soutiennent les fondatrices féminines par rapport aux hommes VC.

l'investissement. Un rapport révèle que « les investissements dans les startups dirigées par des femmes connaissent une croissance plus spectaculaire au niveau de l'amorçage et du démarrage, alimentés par les accélérateurs émergents axés sur le genre, les réseaux d'investisseurs providentiels et les managers en démarrage ». <sup>55</sup>Des fonds comme FirstCheck Africa, Alitheia Capital, Five35 Ventures et Aruwa Capital Management se concentrent chacun sur la canalisation des investissements vers les créatrices féminines, y compris celles du secteur technologique. Les femmes dirigeantes et les particuliers fortunés ont également pris des mesures pour mobiliser davantage d'investissements auprès des femmes entrepreneures en tant qu'investisseurs providentiels.

*Un groupe nigérian d'investisseurs providentiels, Rising Tide Africa, combine l'investissement dans des entreprises en phase de démarrage appartenant ou dirigées par des femmes avec une formation en affaires et un réseau d'investisseurs féminins. Axés principalement sur les investissements dans les entreprises numériques et technologiques, ils se concentrent sur le renforcement du sens des affaires et l'amélioration de la gouvernance d'entreprise.*

### Recommandations

- **Soutenir une plus grande représentation féminine dans les réseaux d'investisseurs.** Les faits montrent que les femmes sont plus susceptibles d'investir dans les femmes. Une étude mondiale de Kauffman a révélé que « les femmes VC soutiennent les créatrices de technologie 63 % plus souvent que les hommes VC ». <sup>56</sup>Pourtant, pendant que là **Alors que les donateurs et les gouvernements se concentrent sur les moyens de développer un pipeline de startups** technologiques dirigées par des femmes, moins d'attention a été accordée au développement du pipeline d'investisseurs féminins. Les donateurs et les gouvernements peuvent travailler avec des entreprises pionnières comme **FirstCheck Africa** développer le réseau de fonds de capital-risque technologiques axés sur les femmes, conçus par et pour les femmes africaines qui construisent l'économie numérique. Des initiatives telles que **She Wins Africa** et **2X Ignite** proposent des programmes destinés à « créer un marché pour les gestionnaires de fonds soucieux du genre ».

*L'IFC a lancé « She Wins Africa » en 2023, pour aider les femmes entrepreneurs numériques d'Afrique subsaharienne grâce au réseautage, au mentorat et à la formation. Mais plutôt que de se concentrer simplement sur le renforcement de la viabilité des entreprises dirigées par des femmes, ce programme nouvellement créé se concentre également sur les investisseurs eux-mêmes. Le programme renforce les capacités des accélérateurs, des organisations de soutien à l'entrepreneuriat (ESO) et des sociétés de capital-risque en investissant dans une perspective de genre et facilite les événements de jumelage et de pitch.*



- **Concevoir et lancer des instruments de financement innovants pour les femmes créatrices du secteur technologique.** Alors que le continent a connu une prolifération de fonds prenant en compte le genre, les donateurs, les gouvernements et les entreprises ont la possibilité de structurer et de développer des produits ou des programmes financiers innovants afin de catalyser des capitaux supplémentaires en faveur des femmes. Les données montrent que les entreprises qui ont accès à des capitaux externes connaissent une croissance 30 % plus rapide que celles qui n'y ont pas accès.<sup>57</sup> Des garanties pour les femmes créatrices du secteur technologique ou des fonds de contrepartie accordés par des entreprises ou des gouvernements créeraient des voies claires vers le financement pour ces entrepreneurs. Startup Tunisie, un exemple d'initiative menée par le gouvernement, offre 30 000 TND (10 000 USD) aux entrepreneurs en démarrage et accorde des points bonus aux startups dirigées par des femmes.<sup>58</sup>
- **Proposer des programmes sectoriels pour soutenir les femmes créatrices dans des domaines à prédominance masculine et promouvoir les investissements dans des domaines à prédominance féminine.** Aujourd'hui, il existe un décalage entre les secteurs qui reçoivent le plus d'investissements (services financiers, TIC, énergie) et les secteurs où se concentrent les femmes créatrices de technologies (santé, éducation). Les donateurs et les gouvernements peuvent proposer des programmes spécifiques à un secteur pour encourager la prochaine vague de femmes créatrices du secteur technologique à se lancer dans de nouveaux secteurs. Il est important de noter que certaines données suggèrent que l'accès à l'information et aux mentors ont ici un rôle essentiel à jouer ; une étude réalisée en Ouganda a révélé que « les femmes qui ont déclaré avoir eu un modèle masculin dans leur jeunesse étaient 20 à 28 % plus susceptibles de [passer à un secteur à prédominance masculine] ». Dans la même étude, 75 % des femmes travaillant dans des secteurs à prédominance féminine pensaient à tort qu'elles gagnaient autant ou plus que celles travaillant dans des secteurs à prédominance masculine. <sup>59</sup>D'un autre côté, les donateurs et les gouvernements peuvent également contribuer à réduire les risques, à soutenir la préparation à l'investissement et à mettre en relation les startups dirigées par des femmes dans les secteurs où les niveaux d'investissement sont plus faibles.



### Investir dans les femmes

75%

des femmes travaillant dans des secteurs à prédominance féminine croient à tort qu'elles gagnent autant ou plus que celles travaillant dans des secteurs à prédominance masculine.

### « Soft Capital » – Réseaux sociaux, mentorat et talents numériques

Les femmes entrepreneurs sont plus susceptibles d'avoir besoin du soutien d'investisseurs masculins pour développer leur entreprise, confrontées à une bataille difficile pour pénétrer dans les « réseaux d'anciens » qui continuent de dominer les secteurs du capital-risque et de la technologie. Les femmes sont également confrontées à la discrimination et aux stéréotypes sexistes, tels qu'un niveau de confiance moindre et une perception négative de leur crédibilité professionnelle. Pour surmonter ces obstacles, les femmes entrepreneures doivent bénéficier d'un solide soutien de la part des réseaux sociaux, d'un mentorat et d'une collaboration avec leurs pairs. Ces réseaux sociaux sont particulièrement importants pour les startups technologiques qui doivent également suivre le rythme rapide du développement technologique et l'environnement réglementaire en constante évolution.

**Ifeoma Uddoh ( Shecluded ),** a parlé de la valeur des réseaux sociaux et du mentorat au début de sa carrière. Elle a partagé que « le simple fait de connaître les véritables défis que doivent relever des hommes d'affaires qui ressemblent à des superstars m'a aidé à comprendre que tant que le changement vous tient à cœur, vous devez continuer à aller de l'avant malgré les déceptions, le syndrome de l'imposteur et les autres obstacles qui se dressent sur le chemin de la réussite entrepreneuriale. » Son conseil aux jeunes femmes entrepreneures : « Recherchez l'accès à des réseaux, des mentors et des opportunités en dehors de votre réseau et de votre emplacement immédiat. Les apprentissages peuvent transformer à la fois vous et votre entreprise. Cela l'a fait pour moi personnellement.<sup>60</sup>

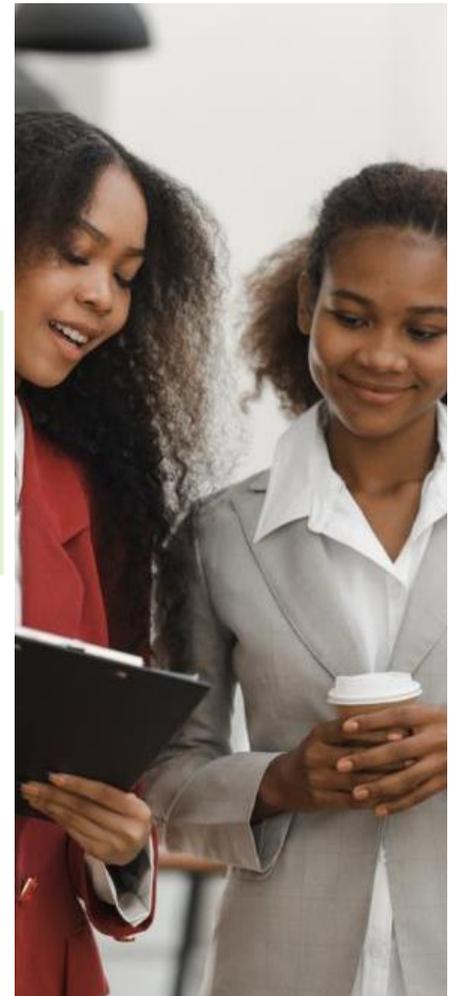
*Depuis plus de 5 ans, Deloitte s'associe au **Grindstone Accelerator** en Afrique du Sud, axé sur le conseil aux startups à forte croissance et la connexion des entrepreneurs à des réseaux précieux pour faire progresser leur développement. En 2022, l'accélérateur a lancé **GrindstoneX**, un programme entièrement féminin, visant à rendre les startups dirigées par des femmes plus investissables, évolutives et prêtes à sortir. Sur trois ans, GrindstoneX a l'intention de développer les 30 meilleures start-ups fondées par des femmes en Afrique du Sud en fournissant des analyses stratégiques, une planification de mise sur le marché, un coaching commercial et un financement.*

Selon **le Dr Imen Hbiri ( Robocare ),** « les normes culturelles peuvent affecter la capacité des femmes à établir des réseaux efficaces. »<sup>61</sup> Aujourd'hui, il manque encore des opportunités de réseautage spécialement conçues pour les femmes entrepreneures et des espaces inclusifs où elles peuvent se connecter avec des professionnels du secteur et accéder à de précieux contacts, partenaires et mentors. Parmi les obstacles les plus difficiles à surmonter pour les femmes entrepreneures figurent les normes sociales patriarcales, dont les programmes ne tiennent souvent pas compte. À l'instar des programmes de formation destinés aux MPME, les accélérateurs et autres programmes visant à stimuler les femmes entrepreneurs sont moins efficaces lorsqu'ils ne fournissent pas de garde d'enfants, de transport et de nourriture.<sup>62</sup>

Le Dr Hbiri a également souligné que « offrir des opportunités de réseautage dans les domaines de la technologie et du numérique est également crucial pour les femmes entrepreneurs. » Des événements de réseautage tels que l'Africa Tech Female Founder Summit de TLcom Capital, des conférences et des plateformes permettent aux femmes créatrices de se connecter avec d'autres professionnels du secteur, de partager expériences, établir des partenariats et trouver des mentors, ce qui améliore leur réseau professionnel et les expose à de nouvelles opportunités de collaboration, de financement et de croissance.

*TLcom Capital, une société de capital-risque axée sur l'Afrique, a organisé son cinquième **sommet annuel des créatrices de technologie africaine** à Lagos, au Nigeria, en novembre 2023. Plus de 50 créatrices de toute l'Afrique ont parlé sur scène de leurs expériences de lancement et de développement d'entreprises technologiques en tant que femmes africaines. , ainsi que l'impératif d'investir dans les futures créatrices.*

Les centaines d'incubateurs et d'accélérateurs d'entreprises sur le continent africain qui comblent les écarts en matière d'investissement financier et de soutien aux écosystèmes reflètent souvent le paysage plus large du capital-risque, avec un écart persistant entre les sexes parmi les participants. Cinquante-deux pour cent des startups technologiques africaines financées à partir de 2022 ont participé à une forme d'accélérateur ou de programme d'incubation, soit avant leur levée de fonds, soit dans le cadre de leur levée de



## Fondatrices

2.6x

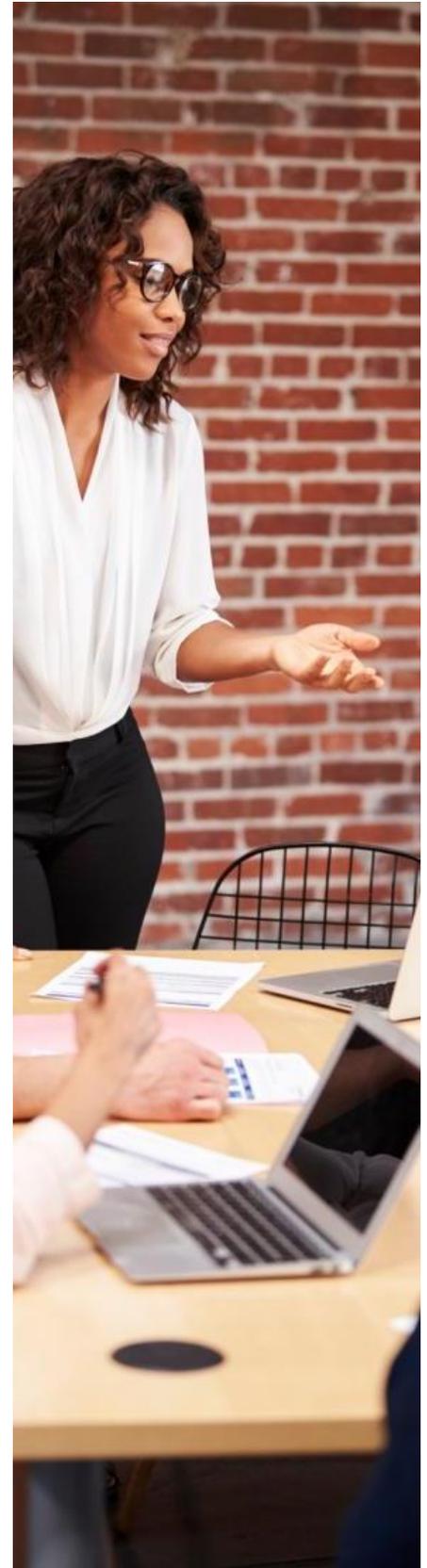
Une plus grande augmentation des capitaux propres dans les entreprises dirigées par des hommes par rapport à leurs homologues dirigées par des femmes

fonds.<sup>63</sup> Mais une étude mondiale réalisée en 2020 par Pitchfork a révélé que les accélérateurs pourraient creuser le déficit financier, en aidant les entreprises dirigées par des femmes à s'endetter, mais pas à obtenir des capitaux propres. Les chercheurs montrent qu'après avoir participé à un accélérateur, les entreprises dirigées par des hommes ont augmenté leur capital social 2,6 fois plus que leurs homologues dirigées par des femmes.<sup>64</sup> *Pour autonomiser les start-ups et PME africaines dirigées par des femmes, AfriLabs a récemment lancé l'Initiative des femmes RevUp. Jusqu'à présent, le programme a fourni des opportunités de formation, de mentorat et de réseautage en matière de renforcement des capacités à 500 entreprises dirigées par des femmes dans 5 pays et a facilité le financement de 10 entreprises dirigées par des femmes.*

Outre les obstacles au réseautage, les femmes entrepreneurs africaines, comme leurs homologues masculins, sont confrontées à une grave pénurie de talents qualifiés dans le domaine numérique pour développer et développer leurs entreprises. La réalité de la « fuite des cerveaux », le phénomène par lequel des professionnels instruits et qualifiés quittent le continent pour des pays d'Europe ou d'Amérique du Nord, est souvent citée par les entrepreneurs comme un défi majeur.<sup>65</sup> Il est déjà difficile de réseauter, de constituer une équipe compétente et de suivre le rythme rapide de la technologie, sans parler d'investir dans les membres de l'équipe pour ensuite les faire partir vers d'autres rivages après un an ou deux.

### Recommandations

- **Favorisez la responsabilisation en fixant des objectifs pour la participation des femmes.** Même si un programme n'est pas uniquement axé sur les femmes, fixer un objectif ou un quota pour la participation des femmes et intégrer des fonctionnalités d'accessibilité et des aménagements pour éliminer les obstacles à l'accès peut être d'une grande utilité. Par exemple, une étude mondiale sur les quotas obligatoires de genre ou les objectifs volontaires pour la composition des conseils d'administration des entreprises a permis d'obtenir une plus grande diversité de genre que celles sans objectifs de diversité.<sup>66</sup>
- **Aidez les fondateurs de technologies à naviguer dans une multitude de ressources avec une meilleure coordination et une programmation plus holistique.** Le paysage des programmes et des ressources destinés aux femmes entrepreneurs numériques en Afrique est riche mais fragmenté, ce qui oblige les créatrices à parcourir une mer d'informations pour rassembler les ressources et l'apport technique qu'elles souhaitent pour leur entreprise. Les gouvernements devraient envisager de créer des plateformes numériques telles que la plateforme Innovate Rwanda,<sup>67</sup> qui mesure le succès du programme en partie par sa capacité à connecter les startups technologiques féminines avec une myriade de sources de financement au niveau national.
- **Augmenter le financement des événements de réseautage, des conférences et des plateformes pour les femmes entrepreneurs.** Selon **Eva Sow Ebion**, responsable des partenariats stratégiques chez Meta et ancienne directrice d'i4Policy, les femmes entrepreneurs en Afrique ont besoin de « plus de coaching et de mentorat pour renforcer leur confiance et passer à une mentalité de croissance qui reconnaît leurs propres atouts et leur proposition de valeur ». Ces événements et plateformes peuvent constituer de puissants moyens permettant aux fondateurs de créer des réseaux avec leurs pairs, de trouver des mentors et de renforcer leur confiance à n'importe quelle étape de leur parcours de démarrage. Pour les entrepreneurs ayant moins de connaissances et d'expérience préalables à l'entrée, le mentorat s'est avéré précieux pour augmenter les revenus de l'entreprise, le profit et la croissance professionnelle.<sup>68</sup>



## Environnement réglementaire

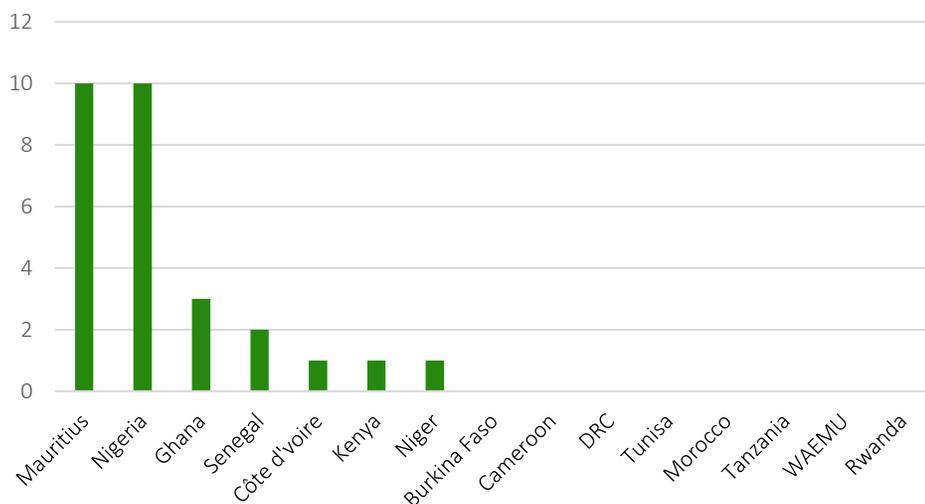
Les conditions réglementaires sous-jacentes d'un écosystème sont également une force motrice dans la capacité d'un entrepreneur à évoluer. Au niveau politique, on reconnaît de plus en plus le rôle des gouvernements dans l'amélioration des conditions propices aux entreprises à l'échelle nationale, afin que les entrepreneurs puissent accélérer l'innovation, l'emploi, la productivité et la croissance.

Les structures de gouvernance au sein de l'écosystème de l'entrepreneuriat numérique nécessitent une coordination au sein du gouvernement – depuis les ministères de l'Éducation qui développent l'avenir.

personnel aux ministères des Finances qui réglementent les procédures affectant les startups.<sup>69</sup> Pourtant, les décideurs politiques en Afrique sont généralement des hommes et les ministères axés sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont peu impliqués dans l'élaboration des politiques en faveur d'une croissance inclusive dans l'économie numérique.<sup>70</sup> <sup>71</sup>Sans une véritable « place à la table » au niveau ministériel, les femmes ne disposent pas d'un ardent défenseur fournissant des données et des perspectives pour éclairer les politiques en faveur de l'entrepreneuriat numérique.

Des pays du continent africain, à commencer par la Tunisie et le Sénégal, ont adopté des lois sur les startups pour faciliter les écosystèmes entrepreneuriaux.<sup>72</sup> Ces cadres législatifs constituent une initiative politique globale visant à créer des réformes réglementaires et des incitations pour les nouvelles entreprises. Bien que relativement nouvelles dans les pays africains, les évaluations politiques d'autres Start Up Acts montrent qu'elles peuvent avoir un effet positif considérable sur les intrants et les extrants des entreprises bénéficiaires, notamment une augmentation des revenus, des actifs et de la valeur.<sup>73</sup> Pourtant, sur 33 pays africains dotés de Start Up Acts, seuls 36 % identifient spécifiquement les défis auxquels sont confrontées les entreprises dirigées par des femmes ou les femmes entrepreneures.<sup>74</sup> La propre analyse de Deloitte a révélé que bon nombre de ces Start Up Acts ne mentionnent pas du tout le mot « femmes ».

Fréquence des « femmes » mentionnées dans les lois sur les startups africaines.



Ce manque de reconnaissance dans les législations économiques clés représente une lacune à la fois symbolique et souvent tangible dans les politiques publiques en faveur de l'entrepreneuriat inclusif. En outre, ces Start Up Acts manquent souvent de composants de suivi et d'évaluation, ce qui pourrait entraver la collecte de données et les évaluations précises de leur impact sur l'écosystème des startups, y compris sur les startups dirigées par des femmes et les MPME.<sup>75</sup>

## Actes de start-up

# Seulement 12

Les pays africains identifient explicitement les défis auxquels sont confrontées les entreprises dirigées par des femmes ou les femmes entrepreneures.



« La participation des femmes à l'économie numérique nécessite de repenser la manière dont le genre est intégré dans les politiques », déclare **Jane Munga**, boursière du programme Afrique au Carnegie Endowment for International Peace et ancienne conseillère auprès du ministère des Technologies de l'information et de la communication (TIC) du Kenya. « Les engagements doivent être intégrés dans l'écosystème réglementaire pour garantir que l'inclusivité est plus qu'une simple déclaration politique, mais une obligation dotée de ressources suffisantes avec des objectifs et des résultats mesurables.

Parmi les pays qui mentionnent les femmes, la politique nationale du Nigeria sur les MPME de 2015 est unique en raison de l'accent mis en profondeur sur les entreprises appartenant à des femmes et sur la nécessité d'une croissance économique inclusive, y compris la promotion de nouvelles associations de femmes entrepreneurs par des pôles commerciaux.<sup>76</sup> Il désigne également explicitement les sous-ministères du ministère fédéral des Affaires féminines et du Développement de la jeunesse, tels que le Centre national pour le développement des femmes, en tant qu'acteurs institutionnels des MPME.<sup>77</sup>

D'autres lois sur les start-ups, comme celle proposée au Ghana, limitent leur approche sexospécifique aux marchés publics et aux contrats – des sujets importants pour les entreprises cherchant à servir le gouvernement en tant que client, mais dont la portée est limitée. Le projet de loi Start Up du Ghana impose une allocation de 15 % de ses contrats de marchés publics aux entreprises appartenant à des femmes. Les entreprises qui soustraient les marchés publics reçoivent « une préférence spéciale et d'autres incitations connexes » pour inclure des entreprises appartenant à des femmes basées au Ghana.<sup>78</sup> Le conseil d'administration d'une nouvelle agence « comptera également au moins trois femmes parmi ses membres ».<sup>79</sup>

#### Recommandations

- **Augmenter la représentation des femmes aux postes décisionnels au sein des institutions publiques qui soutiennent les startups.** Les dirigeants gouvernementaux devraient donner la priorité aux initiatives visant à accroître la représentation des femmes dans les institutions publiques soutenant les startups et la croissance du secteur privé en général (c'est-à-dire les conseils d'investissement et les agences de promotion, les accélérateurs ou fonds publics, etc.). Les options incluent l'intégration de spécialistes du genre au sein des agences et la création de liens formels entre les ministères de la Femme et les ministères axés sur l'entrepreneuriat numérique. Fixer des objectifs pour le nombre de femmes membres des conseils gouvernementaux d'entrepreneuriat est une autre façon de renforcer la représentation. Une étude mondiale a révélé que l'autonomisation politique des femmes (définie comme une représentation descriptive, la protection des libertés civiles et la participation de la société civile) fait progresser le changement technologique et donc la croissance économique.<sup>80</sup>
- **Collectez des données ventilées par sexe pour éclairer les lois sur les startups et leur application.** Cette recherche a mis en évidence des lacunes dans les données ventilées et cohérentes sur les femmes entrepreneurs. Le renforcement des politiques de démarrage avec des composantes de suivi et d'évaluation et le renforcement des capacités des gouvernements et de leurs partenaires pour collecter des données démographiques ventilées sur le secteur permettront aux décideurs politiques de mieux comprendre l'impact de leurs politiques et programmes sur la réduction de la fracture entre les sexes. Au Sénégal, par exemple, le ministère de l'Économie, des Finances et de la Planification a pu utiliser des données ventilées par sexe pour allouer des fonds publics afin de soutenir l'entrepreneuriat des femmes et d'accroître l'accès des femmes au crédit.<sup>81</sup>

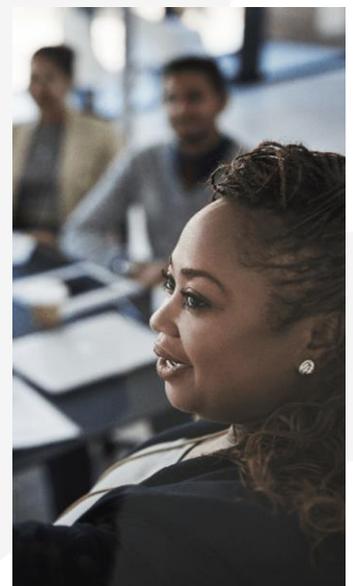
#### Ghana Start Up Bill

# 15%

des marchés publics doivent être attribués à des entreprises appartenant à des femmes.

« Nous avons besoin de données plus nuancées sur la participation des femmes à l'économie numérique... faire participer davantage de femmes à la table des négociations nécessitera des données susceptibles de fournir aux décideurs politiques des informations pratiques. »

*Jane Munga, former advisor to the Ministry of ICT in Kenya*



- **Réduire les obstacles à l'accès aux contrats gouvernementaux pour les entreprises dirigées par des femmes.** La budgétisation sensible au genre et la réforme des marchés publics peuvent contribuer à améliorer l'allocation des fonds publics aux entreprises appartenant à des femmes.<sup>82</sup> Des quotas de base ou des incitations pour les entreprises détenues ou dirigées par des femmes, comme le quota de 30 % pour les marchés publics au Kenya, peuvent être un moyen efficace d'orienter les contrats gouvernementaux vers ces groupes sous-représentés.<sup>83</sup> Il est important de noter que ces politiques devraient être mises en œuvre parallèlement aux efforts visant à aider les femmes créatrices à s'adapter aux lois complexes sur les marchés publics. La formation des intermédiaires (incubateurs, accélérateurs, associations d'entreprises) et le soutien d'un engagement accru du gouvernement auprès des femmes entrepreneurs via des journées industrielles, des ateliers ou même des guides pratiques conviviaux peuvent permettre à ces entreprises de travailler avec le gouvernement en tant que client.

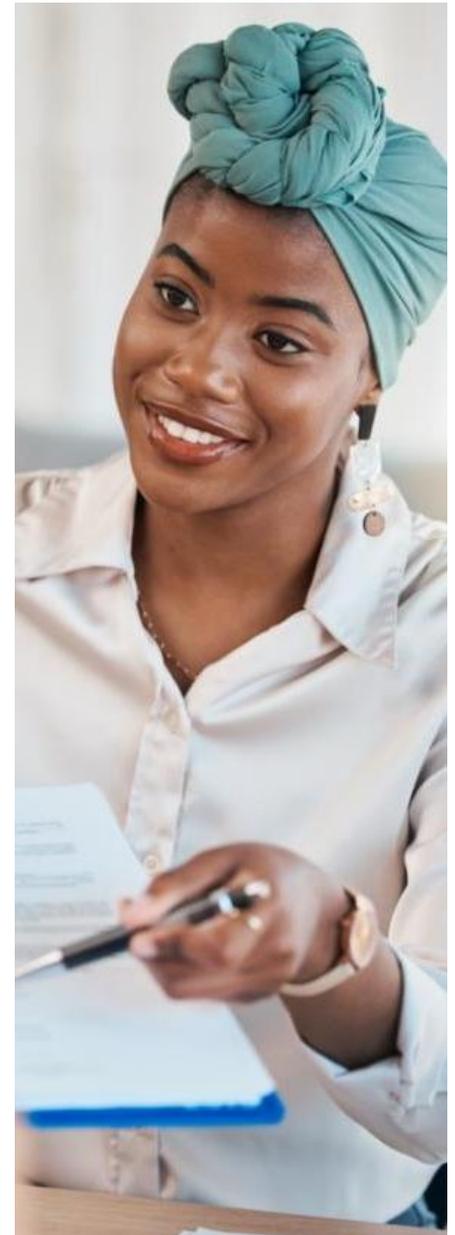
# Conclusion

Bien qu'il y ait beaucoup d'activités, de progrès et de nombreux engagements importants à l'intersection de l'équité entre les sexes, de l'entrepreneuriat et du numérique, les programmes actuels offrent des opportunités d'intégrer davantage les MPME et les femmes entrepreneures dans la transformation numérique de l'Afrique.

Une segmentation et des recherches plus détaillées sont nécessaires pour mieux comprendre les défis d'adoption de la technologie par les MPME et les obstacles à la croissance pour les femmes entrepreneurs technologiques sur le continent africain. Davantage de programmes et d'initiatives fondés sur les données et soucieux du genre sont nécessaires sur tout le continent pour libérer le potentiel numérique des femmes d'affaires. Alors que la technologie profonde, y compris l'IA, continue de se développer à un rythme exponentiel, il est encore plus urgent de réduire l'écart entre les sexes, tant en termes d'utilisateurs (alimentant les données) que de développeurs (préoccupations concernant la représentation).

Les gouvernements, les institutions financières, les prestataires de services aux entreprises, les entreprises et les donateurs ont tous un rôle à jouer pour saisir ces opportunités. Face à des priorités concurrentes et à des fonds limités, les décideurs pourraient s'en remettre au paradigme classique de l'œuf et de la poule, ce qui les obligerait à choisir entre s'attaquer aux causes en amont de la fracture numérique (l'éducation des filles et d'autres facteurs) ou soutenir les femmes chefs d'entreprise actuelles et émergentes qui luttent pour adopter et faire évoluer des solutions numériques. La vérité est que les deux sont cruciaux. Oui, les jeunes filles ont besoin d'une exposition, d'une motivation et de compétences plus précoces pour se préparer à une carrière numérique. Et oui, en soutenant dès maintenant les MPME et les femmes entrepreneurs, la voie est ouverte pour une participation encore plus grande des femmes à la transformation numérique de l'Afrique.

Selon de récentes projections de l'ONU, en 2050, plus de 25 % de la population mondiale sera africaine, ce qui signifie que si la tendance se poursuit, environ 12,5 % de l'humanité sera composée de femmes africaines.<sup>84</sup> Les femmes africaines ne sont pas des bénéficiaires passives de la transformation du continent, mais elles sont des catalyseurs potentiels de la transformation mondiale. Il est temps qu'elles reçoivent plus d'attention.



## A propos des auteurs

Courtney Keene est un directeur principal chez Deloitte qui apporte 15 ans d'expérience en tant que conseiller stratégique de confiance en matière de programmation visant à renforcer les systèmes locaux et à promouvoir une croissance inclusive. En se concentrant sur le continent africain, elle a conseillé et dirigé des programmes couvrant 25 pays africains sur l'agriculture, l'énergie, la gouvernance, la santé, l'eau et l'assainissement. **E-mail** : ckeene@deloitte.com

Francesca Cavalli est responsable chez Deloitte et travaille avec des parties prenantes des écosystèmes entrepreneuriaux du monde entier – notamment des donateurs, des organisations à but non lucratif, des accélérateurs et des incubateurs, des investisseurs publics et privés et des entrepreneurs – pour enquêter sur les obstacles au démarrage d'entreprises, encourager l'innovation et catalyser le capital pour la croissance. **E-mail** : fcavalli@deloitte.com

John Millock est un consultant senior chez Deloitte qui se concentre sur les questions politiques qui permettent une croissance économique inclusive, les technologies émergentes et la transformation numérique. John a conseillé des clients sur les stratégies numériques, notamment pour le département américain du Commerce, le département d'État américain et l'USAID. Il a également géré des programmes de développement économique en Afrique centrale, au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est. **E-mail** : jmillock@deloitte.com

## Entrer en contact

**Kathleen O'Dell** est directrice de l'équipe Gouvernement et services publics de Deloitte et dirige la pratique du développement international de Deloitte, qui comprend le travail de Deloitte avec l'Agence américaine pour le développement international, la Millennium Challenge Corporation, la US Export-Import Bank et les Nations Unies, entre autres. **E-mail** : kodell@deloitte.com

**Mohamed Malouche** est associé de Deloitte Advisory et chef d'entreprise au sein de la pratique des donateurs internationaux, dirigeant des travaux sur la modernisation du secteur public, le développement économique local, l'énergie, l'entrepreneuriat et l'innovation dans toute l'Afrique francophone. **Email** : momalouche@deloitte.tn

**Urvi Patel** est associé chez Deloitte Afrique de l'Est, en tant que leader du conseil en risques et leader du secteur de la technologie, des médias et des télécommunications. Elle a joué un rôle central dans la croissance des services numériques et d'innovation dans la région de l'Afrique de l'Est et soutient activement les initiatives stratégiques grâce aux opportunités liées aux données et au cloud. **E-mail** : ubpatel@deloitte.co.ke

**Adarsh Desai** est directeur de l'équipe Gouvernement et services publics de Deloitte, dirigeant la stratégie et la mise en œuvre de solutions numériques, d'intelligence artificielle (IA) et d'analyse de données pour les organisations de développement international. Avant de rejoindre Deloitte, il a dirigé les laboratoires d'innovation de la Banque mondiale, où il a incubé et dirigé des programmes sur l'entrepreneuriat social, le big data, l'apprentissage automatique et le design thinking. **E-mail** : adadesai@deloitte.com

## Remerciements

Les auteurs souhaitent remercier Amal Fahem, Anna Estier, Chisom Ilogu, Helena Buckman, Krystal Chindori-Chininga, Erin Post et Michael Razis pour leurs nombreuses contributions à l'élaboration de ce rapport. Nous souhaitons également remercier nos collègues Carlton Jones, Kathleen O'Dell, Kurt Dassel, Melissa Etoke, Mohamed Malouche, Rama Sall Plantegenet, Shrupti N. Shah, Adarsh Desai et Stewart Pierce-Gardner pour leurs idées et leurs conseils.

Enfin, ce rapport n'aurait pas été possible sans le temps et les informations inestimables partagées par les fondateurs, entrepreneurs, donateurs, institutions financières et organisations de soutien de MPME. Les auteurs adressent leurs sincères remerciements à Abdulkebiru Omoti (USAID), Alicia Hammond et Isabella Hayward (Banque mondiale), Dalel Krichen (iCube [HYPERLINK "https://www.icube.tn/"](https://www.icube.tn/) Tunisie), Dan Barker (Halcyon), Eva Sow Ebion (Meta et anciennement i4Policy), Evelyne Diah (WIC Capital), Gabrielle Gueye (Femmes of Color Advancing Peace Security and

Conflict Transformation ), Hawa Sy Berete ( Digifemmes ), Ifeoma Uddoh ( Shelessly ), Imen Hbiri ( Robocare ), Jane Munga ( Carnegie Endowment et anciennement gouvernement du Kenya ), Lisa Richman ( Mastercard Center for Inclusive Growth ) , Pearl Coleman Ackah ( USAID ), Regina Honu ( Soronko Academy ), Tim Ogden ( NYU Financial Access Initiative ) et Val Masamba ( I&F Entrepreneuriat ).

- 
- <sup>1</sup>Kwakwa, Victoria. "Accélérer l'égalité des sexes : faisons en sorte que la technologie numérique fonctionne pour tous." Banque mondiale. 7 mars 2023. [Lien](#)
- <sup>2</sup>Orkoh, Emmanuel et Viviers, Wilma. « Composition par genre de la propriété et de la gestion des entreprises et fracture numérique entre les sexes en Afrique ». Journal sud-africain de gestion d'entreprise. 27 juillet 2021. [Lien](#)
- <sup>3</sup>Orser, Barbara J. et Riding, Allan. « L'influence du genre sur l'adoption de la technologie par les PME ». Revue internationale de l'entrepreneuriat et des petites entreprises, Vol. X, n° Y. 2018. Pages 12-13. [Lien](#)
- <sup>4</sup>Ibid. Définition des secteurs ciblés par IFC.
- <sup>5</sup>« Écart de financement des MPME ». SFI. 2017. [Lien](#)
- <sup>6</sup>Endris et Kassegn. « Le rôle des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans le développement durable de l'Afrique subsaharienne et ses défis : un examen systématique des données probantes provenant d'Éthiopie ». Journal de l'innovation et de l'entrepreneuriat. 2022. [Lien](#)
- <sup>7</sup>« Alliance pour le développement du commerce électronique pour accélérer le commerce électronique des PME en Afrique : feuille de route ». Alliance pour le développement du commerce électronique. 30 juin 2021. Page 8. [Lien](#)
- <sup>8</sup>Gustale, Eduardo et Alberto Cottica. « Comment la transformation numérique affecte-t-elle les entreprises informelles dans les pays du Sud ? Premiers résultats d'une enquête rapide dans 16 pays ». PNUD. 24 mai 2023. [Lien](#)
- <sup>9</sup>« Les technologies numériques sont un outil utile mais sous-utilisé pour les microentreprises africaines ». SFI. 2023. [Encre L](#)
- <sup>10</sup>« Alliance pour le développement du commerce électronique pour accélérer le commerce électronique des MPME en Afrique : feuille de route ». Alliance USAID pour le développement du commerce électronique. 2021. Page 17. [Lien](#)
- <sup>11</sup>« Définitions des secteurs ciblés par IFC ». SFI. 2023. [Lien](#)
- <sup>12</sup>« Le rapport sur l'écart entre les sexes dans le domaine mobile ». GSMA. Mai 2023. [Lien](#)
- <sup>13</sup>« Comprendre l'utilisation du mobile pour les entreprises par les femmes micro-entrepreneurs : données probantes provenant de 10 pays à revenu faible et intermédiaire : données supplémentaires ». GSMA. 2022. [Lien](#)
- <sup>14</sup>Davis, FD « Un modèle d'acceptation technologique pour tester empiriquement de nouveaux systèmes d'information pour les utilisateurs finaux : théorie et résultats ». École de gestion Sloan, Massachusetts Institute of Technology. 1987. [Lien \\_\\_](#)
- <sup>15</sup>Entretien avec Laure Barry, L'Arbre de Vie Groupe. 12 janvier 2024.
- <sup>16</sup>« Afrique : la fracture numérique offre une perspective sur les progrès des femmes ». Gallup. 8 mars 2023. [Lien](#)
- <sup>17</sup>Erumi-Esin, Ritse et Heeks, Richard. "Adoption et utilisation du commerce électronique parmi les PME appartenant à des femmes africaines : une étude analytique au Nigéria". ICTD '15 : Actes de la septième conférence internationale sur les technologies de l'information et de la communication et le développement. Numéro d'article: 11. mai 2015. [Lien](#)
- <sup>18</sup>« L'impact de la transformation numérique sur les microentreprises mal desservies ». Accion. Novembre 2022. Page 19. [Lien](#)
- <sup>19</sup>Hammond, Alicia et al. « Qu'est-ce qui fonctionne pour réduire les écarts entre les sexes dans les STEM ? » Banque mondiale. 2020. Page 33. [Lien](#)
- <sup>20</sup>« Comprendre l'utilisation du mobile pour les entreprises par les femmes micro-entrepreneurs : données probantes provenant de 10 pays à revenu faible et intermédiaire ». GSMA. 2022. Page 68. [Lien](#)
- <sup>21</sup>Ibid. Accion. Page 35. [Lien](#)
- <sup>22</sup>Tsilizani, Edith Nyauhango. "Évaluer l'impact de l'argent mobile au Malawi - Un cas d'Airtel Money". Université de Bolton. Pages 40-41. [Lien](#)
- <sup>23</sup>« Comblent la fracture numérique entre les sexes Inclure, améliorer les compétences et innover ». OCDE. 2018. Page 22. [Lien](#)
- <sup>24</sup>Maybray, Bailey. « Coûts de démarrage pour les entrepreneurs ». Point central. 30 septembre 2023. [Lien](#)
- <sup>25</sup>« Faire fonctionner la connectivité numérique pour les MPME ». Commission du haut débit pour le développement durable. Septembre 2023. [Lien](#)
- <sup>26</sup>« Le rapport sur l'écart entre les sexes dans le domaine mobile 2022 ». GSMA. 2022. [Lien](#)
- <sup>27</sup>« Combien coûte un smartphone dans différents pays ? ». A4AI. 7 octobre 2021. [Lien](#)
- <sup>28</sup>« Accélérer l'utilisation des technologies numériques est essentiel pour créer des emplois productifs et stimuler la croissance économique en Afrique ». Banque mondiale. 13 mars 2023. [Lien](#)
- <sup>29</sup>Achieng, Mourine S. et Malatji, Masike. « Transformation numérique des petites et moyennes entreprises en Afrique subsaharienne : une étude de cadrage ». 2022. [Lien](#)
- <sup>30</sup>Torres, Jesica et al. « L'impact de la pandémie de COVID-19 sur les entreprises dirigées par des femmes ». Banque mondiale. Pages 27 et 28. [Lien](#)
- <sup>31</sup>« Le rapport mobile sur le genre ». GSMA. 2022. [Lien](#)
- <sup>32</sup>Highet, Catherine et coll. « Rapport sur les écarts financiers des MPME ». Société Financière Internationale. 2017. [Lien](#)
- <sup>33</sup>« Les téléphones gratuits peuvent-ils réduire la fracture numérique entre les sexes ? CGAP.org. 20 février 2021. [Lien](#)
- <sup>34</sup>Catalogue de politiques sur le financement des MPME en Afrique. Initiative politique africaine d'inclusion financière. 31 mars 2021. Page 20. [Lien](#)
- <sup>35</sup>Siegrist, Félicia. « Soutenir les femmes entrepreneurs dans les pays en développement : qu'est-ce qui fonctionne ? » Initiative de financement des femmes entrepreneurs. Juillet 2022. [Lien](#)
- <sup>36</sup>Idem, WeFi.
- <sup>37</sup>« Comprendre l'utilisation du mobile pour les entreprises par les femmes micro-entrepreneurs ». GSMA. 2022. [Lien](#)
- <sup>38</sup>« Demande de compétences numériques en Afrique subsaharienne ». IFC et Groupe de la Banque mondiale. Partenariat pour le développement numérique. 2021. Page 32. [Lien](#)
- <sup>39</sup>« Autonomiser les femmes entrepreneurs : relever les défis et saisir les opportunités pour les programmes intentionnels en matière de genre ». Efforcez-vous de devenir une communauté. 17 novembre 2023. [Lien](#)
- <sup>40</sup>« Un guide opérationnel des programmes d'entrepreneuriat féminin à la Banque mondiale ». Banque mondiale. Juillet 2018. Page 34. [Lien](#)

- <sup>41</sup>Chinen, Marjorie et coll. « Formation professionnelle et commerciale pour améliorer les résultats des femmes sur le marché du travail dans les pays à revenu faible et intermédiaire : une revue systématique ». Initiative internationale pour l'évaluation d'impact. Juin 2018. Pages v et 66. [Lien](#)
- <sup>42</sup>Entretien avec Hawa Sy Berete, MCC Côte d'Ivoire, 6 juin 2023
- <sup>43</sup>Stefanuto, Lucie. « Seulement 15 % des fondateurs de startups technologiques sont des femmes ». Génome de démarrage. 27 mars 2023. [Lien](#)
- <sup>44</sup>Jackson, Tom. "Le dividende de la diversité : explorer l'égalité des sexes dans l'écosystème technologique africain". Perturber l'Afrique. 24 juin 2023. [Lien](#)
- <sup>45</sup>«Le nouveau rapport GEM sur l'entrepreneuriat féminin souligne la nécessité de briser les stéréotypes et de saisir les opportunités». GEMME. 2022. Page 100. [Lien](#)
- <sup>46</sup>« Rapport AVCA sur le capital-risque en Afrique 2022 ». AVCA. Avril 2023. [Lien](#)
- <sup>47</sup>Ibid., AVCA 2023.
- <sup>48</sup>Le dividende de la diversité : explorer l'égalité des sexes dans l'écosystème technologique africain, Briter Bridges, 2023. [Lien](#)
- <sup>49</sup>« L'entrepreneuriat : un véritable défi pour les femmes en Afrique subsaharienne ». Orange. 16 février 2023. [Lien](#)
- <sup>50</sup>Kimaru, Elenah. « Accroître l'accès des femmes au financement en Afrique est bon pour les affaires ». Autonomiser l'Afrique. 2022. [Lien](#)
- <sup>51</sup>Wamboye, Evelyn. «Droits fonciers, égalité des sexes et résultats économiques en Afrique subsaharienne». Centre pour le développement mondial. 27 février 2023. [Lien](#)
- <sup>52</sup>« Rapport sur le capital-risque technologique en Afrique 2022 ». Partech. 2022. [Lien](#)
- <sup>53</sup>« Les startups technologiques dirigées par des femmes en hausse en Afrique ». Toesland, Finbarr. Les Nations Unies. Août-novembre 2018. [Lien](#)
- <sup>54</sup>Ibid Dividende de la diversité
- <sup>55</sup>« Financement des startups africaines : qui est soutenu ? » Association mondiale du capital privé. Avril 2023. [Lien](#)
- <sup>56</sup>West, Collin et Sundaramurthy, Gopinath. "Les femmes VC investissent dans jusqu'à 2 fois plus de fondatrices". Boursiers Kauffman. 25 mars 2020
- <sup>57</sup>« Capital en évolution : stratégies d'investissement alternatives pour stimuler l'innovation inclusive ». Capitale villageoise. Janvier 2019. Page 5. [Lien](#)
- <sup>58</sup>«À propos de l'instrument». Startup Tunisie. Consulté en janvier 2024. [Lien](#)
- <sup>59</sup> Campos, Francisco ; Goldstein, Markus ; McGorman, Laura ; Munoz Boudet, Ana Maria; Pimhidzai, Obert. « Briser le plafond métallique : des femmes entrepreneurs qui réussissent dans des secteurs à prédominance masculine en Ouganda. » 20 avril 2016. [Lien](#)
- Note d'orientation sur les pratiques en matière de genre dans la région Afrique ; N° 9. Banque mondiale. 2014. [Lien](#)
- <sup>60</sup>Entretien avec Ifeoma Uddoh, Shelessly, 19 mai 2023
- <sup>61</sup>Entretien avec le Dr Imen Hbiri, Robocare, 2023
- <sup>62</sup>Entretien avec Hawa Sy Berete, MCC Côte d'Ivoire, 6 juin 2023
- <sup>63</sup>«Le rapport sur le financement des startups technologiques africaines». Perturber l'Afrique. 2022. Page 17. [Lien](#)
- <sup>64</sup>« Financement des start-up dirigées par des femmes : les accélérateurs creusent-ils l'écart entre les sexes ? » FEM. 27 janvier 2021. [Lien](#)
- <sup>65</sup>« La « fuite des cerveaux » frappe les développeurs technologiques d'Afrique » . 12 octobre 2022. SciDev.Net. [Lien](#)
- <sup>66</sup>« Rapport sur la mise en œuvre des recommandations de l'OCDE sur l'égalité des sexes ». OCDE. 9-10 juin 2022. Page 46. [Lien](#)
- <sup>67</sup>« Rassembler la communauté de l'innovation du Rwanda ». Innover au Rwanda. 2024. [Lien](#)
- <sup>68</sup>Assenova, Valentina. « L'incubation et le mentorat des entreprises en phase de démarrage favorisent l'apprentissage, la mise à l'échelle et la rentabilité parmi les entrepreneurs défavorisés ». Journal des sciences de l'organisation. Vol. 31, n° 6. 22 octobre 2020. [Lien](#)
- <sup>69</sup>« Analyse comparative des lois sur les petites entreprises et des lois sur les startups ». I4Politique. 2023. Pages 50-51. [Lien](#)
- <sup>70</sup>« Où sont les femmes ? Égalité des genres dans l'administration publique en Afrique ». PNUD et Université de Pittsburgh. 2022. [Lien](#)
- <sup>71</sup>Analyse Deloitte de plus de 15 politiques nationales en Afrique sur l'entrepreneuriat et les MPME
- <sup>72</sup>« Les startups : un instrument émergent pour favoriser le développement d'entreprises innovantes à forte croissance ». ICR. Septembre 2021. Page 6. [Lien](#)
- <sup>73</sup>« L'évaluation du « Start-up Act » italien. OCDE. 2018. [Lien](#)
- <sup>74</sup>Ibid, Rapport d'analyse comparative I4Policy. [Lien](#)
- <sup>75</sup>Analyse Deloitte de plus de 15 politiques nationales en Afrique sur l'entrepreneuriat et les MPME
- <sup>76</sup>«Politique nationale sur les MPME». République fédérale du Nigeria 2015. Pages 39-40. [Lien](#)
- <sup>77</sup>Ibid, Politique nationale sur les MPME.
- <sup>78</sup>« Projet de loi sur les startups et l'innovation au Ghana ». Projet de loi sur les startups du Ghana. 2024. [Lien](#)
- <sup>79</sup>Ibid, Projet de loi ghanéen sur les startups et l'innovation.
- <sup>80</sup>Dahlum, Sirianne et coll. «Autonomisation politique des femmes et croissance économique». Développement mondial Volume 156, août 2022, 105822. [Lien](#)
- <sup>81</sup>« Comblent l'écart entre les sexes : promouvoir l'inclusion financière des femmes ». Alliance pour l'inclusion financière. 2017. Page 8. [Lien](#)
- <sup>82</sup>«Comment les start-up dirigées par des femmes peuvent transformer l'Afrique". WEC. 19 août 2022. [Lien](#)
- <sup>83</sup>« Rapport annuel 2021 : Pivoter vers un avenir résilient ». Centre du commerce international. We-Fi et IFC. 2021. [Lien](#)
- <sup>84</sup>«Perspectives de la population mondiale 2022». Département des affaires économiques et sociales, Division de la population. 2022. [Lien](#)